

L'année a très mal commencé pour le service JRI de la rédaction nationale.

Un beau matin, sans concertation, la direction de l'information annonçait qu'elle décidait de stopper les tournages sport pour les confier à des prestataires extérieurs. La mobilisation des salariés et des organisations syndicales a fait reculer la direction. Le projet est suspendu. Les lamentables décisions de ce début d'année de la direction de l'information, le gel le temps d'un CSE la collaboration historique des JRI de la rédaction nationale aux émissions des sports, puis en réponse et s'engouffrant dans la brèche, la décision de la direction des sports de les remplacer par des JRI prestataires, auront au moins permis à l'occasion du CSE extraordinaire consacré à la question de mettre à nu la situation alarmante du service JRI de la rédaction nationale.

## La souffrance du JRI à la rédaction nationale

Les maux des JRI sont multiples. Certains sont classiques et inhérents à ce noble métier.

Le plus connu se résume à trois lettres : TMS (troubles musculo-squelettique). Le port de charge, du matériel et de la caméra, au fil des ans et des tournages laisse des cicatrices. L'allègement récent des moyens de tournages est un écran de fumée : des JRI développent précocement aujourd'hui des TMS.

Le rythme des tournages s'est accéléré, les bousculades dans les meutes de médias sur les événements sont devenues le quotidien... Globalement, les JRI souffrent d'une dégringolade de qualité de leurs conditions de travail : rétrécissement général des temps de tournages ; aller-retour dans la journée, les conditions de voyage dans des TGV de plus en plus bondés se sont gravement détériorées, souvent l'équipe ne voyage pas ensemble dans la même voiture, ce qui reporte la charge et la responsabilité d'une grande partie du matériel sur le seul JRI.

Malgré les alertes régulières sur le sujet, la direction n'agit pas ou peu.

Mais un mal plus insidieux a fait son nid et ronge de l'intérieur bon nombre de JRI, même si un certain nombre ont la chance de ne pas en souffrir. Pour le moment...

Aujourd'hui, l'activité du JRI s'est considérablement appauvrie. Cela s'est fait progressivement, et de multiples facteurs en sont la cause :

- Mise en route du projet info 2015, dont les piliers fondateurs sont la mise en commun des images dans un grand serveur où tout le monde peut aller se servir. C'est le début de la perte d'identité professionnelle du JRI.
- La « taylorisation » de la fabrication de l'information transforme le quotidien du JRI. Il réalise de moins en moins de sujets unitaires, et de plus en plus de sujets en kit. Accentué par l'usage des moyens de transmissions type TVU pack.
- La désacralisation du statut du JRI faiseur et décideur de l'image, avec la multiplication des sources. Parallèlement, le JRI est dépossédé du choix de son outil de travail, de son stylo : le rédacteur, souvent sous la dictée de l'édition, impose le type de caméra. L'usage du DSLR, l'appareil photo grand capteur qui filme s'est imposé au siège mais pas par la volonté et le choix des JRI.

## La fusion aggrave la situation

Depuis la disparition des éditions de la 3, c'est la catastrophe.

Pour celles et ceux qui n'ont pas la possibilité de travailler pour les Magazines ou les Sports, ce ne sont pas les quelques dossiers qui restent à tourner, dont personne ne sait quand ni où ils sont diffusés, qui vont remettre la jauge au bon niveau.

Dans ce contexte, enlever le pain des sports de la bouche des JRI est une hérésie et un nouvel acte de maltraitance des salariés.

## Sanctuariser

Il faut sanctuariser la collaboration aux magazines et aux Sports. La direction doit s'y engager. Abandonner les « quotas » et le recours aux prestataires.

Il faut aussi sanctuariser la collaboration des JRI de la rédaction nationale aux éditions régionales et renforcer la visibilité des sujets qui y sont produits.

Mais on ne pourra pas faire l'impasse sur une révision profonde de l'éditorial et de la manière de fabriquer nos journaux. Renoncer à un micro-trottoir pour permettre à un JRI de faire un tournage aux sports par exemple.

Il faut repenser la place des JRI dans la rédaction nationale. Les associer aux décisions éditoriales en les intégrant pourquoi pas dans les services, à l'image de ce qui se fait en région. Le temps n'est plus à la quantité mais à la qualité.

Il faut aussi « déclanifier » les périmètres et permettre à toutes et tous de faire régulièrement des missions longues, des missions à l'étranger, des tournages magazine ou sport.

Il faut pouvoir offrir aux JRI une mobilité professionnelle. Cela passe par la mise en place d'un plan de carrière pour chaque JRI, qui tienne compte de la pénibilité et des spécificités de la fonction.

La compétence complémentaire est un outil intéressant. Mais il ne doit pas être le seul, surtout si, pour la direction, c'est un moyen de fusionner 2 ETP.

Sur ce thème, la CGT met en garde celles et ceux qui seraient tentés de profiter de la situation pour inventer des polyvalences pseudo libératrices mais qui ne feraient qu'aggraver l'aliénation.

La CGT appelle la direction à associer les organisations syndicales et les élus à un plan d'action pour sauver les JRI de la rédaction nationale.

La CGT est engagée de toute ses forces dans la défense du métier de JRI. Au siège, comme en Outre-Mer et dans le Réseau.

Paris, le 5 février 2025